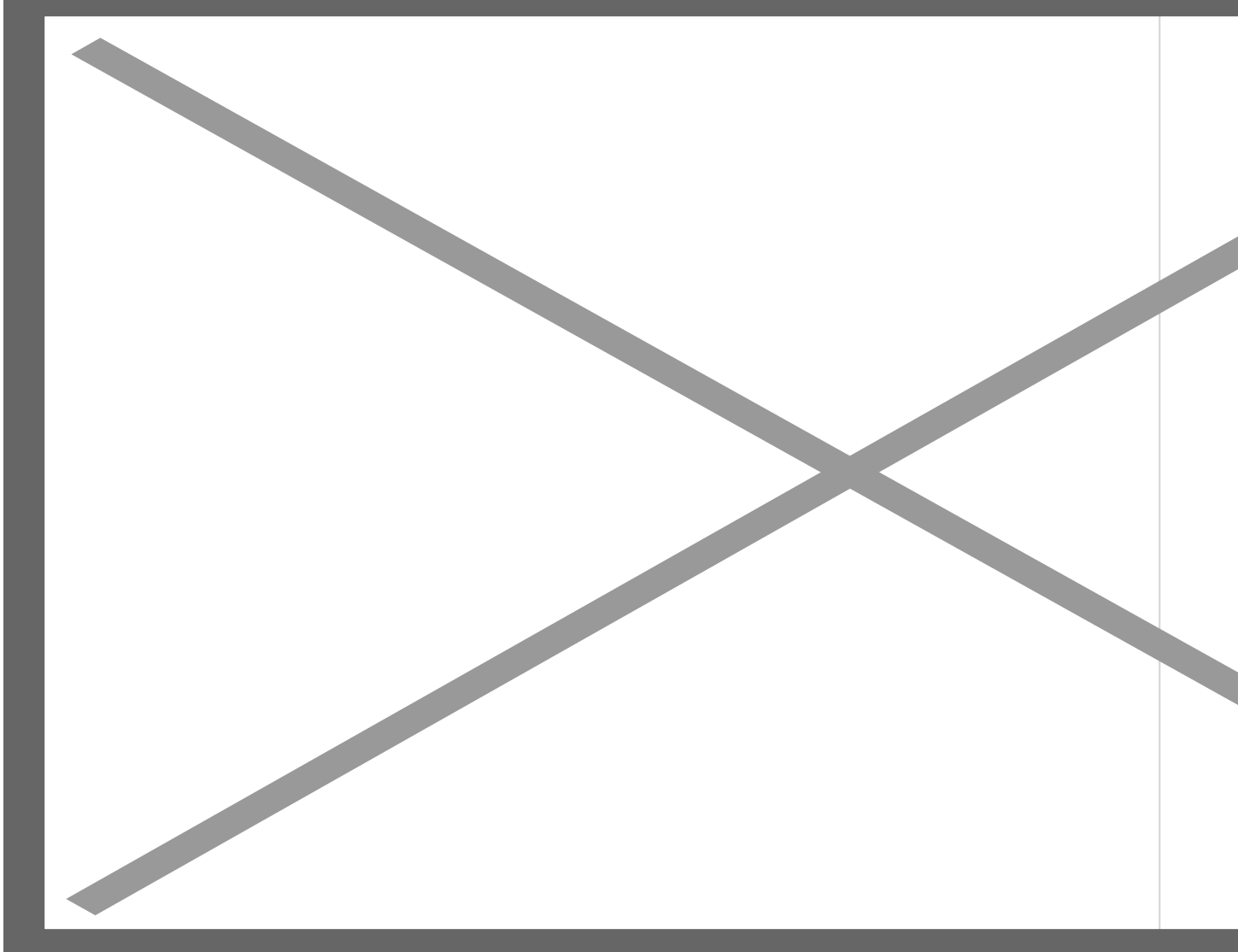


Le gouvernement et les peuples autochtones en Équateur parviennent à un premier accord

Image not found or type unknown



Quito, 19 juillet (RHC) En Équateur, les parties sont parvenues à un consensus au bout du quatrième jour des pourparlers, qui ont débuté la semaine dernière sur la base des engagements pris en vertu d'un accord de paix signé le 30 juin dernier.

Ce consensus a mis fin à 18 jours de protestations populaires contre les politiques néolibérales du gouvernement dirigé par le président Guillermo Lasso.

Le sujet concerne les banques publiques et privées et s'articule autour de quatre axes : l'annulation de la dette, la restructuration, le refinancement et la requalification des débiteurs, ainsi que de nouvelles ouvertures de lignes de crédit productives.

"Ils permettront surtout un plus grand accès à ces facilités de crédit pour les secteurs ruraux et populaires", a déclaré le ministre du gouvernement, Francisco Jiménez, qui dirige l'équipe de négociation de l'administration nationale.

À cet égard, Iván Andrade, président de BanEcuador, a offert quelques précisions définies lors des récentes tables rondes techniques, qui seront incluses dans un document qui sera signé par les deux parties.

Iván Andrade a mentionné parmi les accords l'annulation de crédits allant jusqu'à trois mille dollars, dont bénéficient 27 000 Équatoriens, et l'oxygénation des citoyens ayant des dettes en suspens allant jusqu'à 10 000 dollars, qui seront refinancées.

La grande question en suspens du premier point de l'ordre du jour est le ciblage des subventions aux carburants, pour lequel aucune solution n'a été trouvée malgré de multiples propositions.

Source Prensa Latina

Bolsonaro reprend ses attaques contre le système électoral brésilien

Brasilia, 19 juillet (RHC) Devant 40 diplomates étrangers réunis à la résidence présidentielle, le palais d'Alvorada, le président Jair Bolsonaro a repris lundi ses attaques contre le système électoral brésilien, le décrivant comme totalement vulnérable.

En justifiant la correction des défauts, le président brésilien a déclaré que son interpellation vise à "résoudre le problème" à temps "avec la participation des forces armées".

Bolsonaro a fait allusion à l'enquête ouverte par la police fédérale (PF) en 2018 pour détecter des attaques sur les systèmes du Tribunal supérieur électoral (TSE) et a déclaré qu'un pirate avait eu accès à l'ensemble du système lors des élections qu'il a lui-même remportées.

Le chef de l'enquête, Victor Neves Feitosa Campos, a souligné qu'aucune preuve n'a été trouvée qu'un pirate informatique ait manipulé des votes, permis des fraudes ou saboté l'intégrité des urnes.

En réponse aux accusations de Bolsonaro, le président du Sénat Rodrigo Pacheco a réaffirmé que "la sécurité des urnes électroniques" et "l'intégrité du processus électoral ne peuvent plus être remises en question".

Les attaques incessantes du président contre les élections qui doivent se tenir en octobre de cette année font craindre qu'il pourrait refuser d'accepter la défaite et tenter par d'autres moyens de rester au pouvoir.

La déclaration en question est une tentative du président actuel de saboter les prochaines élections. Les derniers sondages donnent la victoire à Lula comme au premier tour.

Source :Telesur

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/293935-le-gouvernement-et-les-peuples-autochtones-en-equateur-parviennent-a-un-premier-accord>



Radio Habana Cuba